



HAL
open science

À la recherche d'un Internet arabe : démocratisation numérique ou démocratisation du numérique ?

Yves Gonzalez-Quijano

► **To cite this version:**

Yves Gonzalez-Quijano. À la recherche d'un Internet arabe : démocratisation numérique ou démocratisation du numérique ?. Maghreb-Machrek, 2003, 178, pp.22-35. halshs-00646377

HAL Id: halshs-00646377

<https://shs.hal.science/halshs-00646377>

Submitted on 29 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

À la recherche d'un Internet arabe : démocratisation numérique ou démocratisation du numérique ?

Existe-t-il un « Internet arabe » ? Où se situent les frontières, physiques, techniques, économiques, sociales, d'un phénomène qui suscite bien des interrogations ? Nombre d'entre elles (le degré d'acculturation à la « société de l'information », le potentiel démocratique du média Internet...), ne portent sur aucune réalité mesurée ou même mesurable. Symbole – et vecteur – d'une mondialisation à la fois matérielle et « morale », en ce sens qu'il véhicule les modèles de la « nouvelle économie » fondée sur l'exploitation des connaissances par les technologies de l'information et de la communication aussi bien que sur les représentations qui forment l'imaginaire de la « société globale », Internet repose, en vertu des choix techniques qui ont présidé à sa création, sur un réseau international toujours plus puissant et plus étendu de connexions virtuellement activables en tout lieu et à toute heure. Par conséquent, il ne saurait être enserré au sein de frontières, en premier lieu politiques ; s'attacher à comprendre la réalité d'Internet *dans* le monde arabe – en d'autres termes sa présence et ses usages dans les différents pays de la région –, c'est donc ne rendre que partiellement compte d'une réalité qui se construit largement autour de flux transnationaux, emportant les hommes, les capitaux, les techniques dans un mouvement perpétuel qui relativise toute analyse.

Certains ont cru trouver dans la langue une sorte de balise ; l'Internet arabe serait ainsi la zone, à l'intérieur de la Toile, s'exprimant spécifiquement en arabe. Pourtant, cette approche, qui a le mérite de faire porter l'accent non plus seulement sur le contenant – les « tuyaux » avec leurs régulations, techniques et politiques – mais aussi sur la question, cruciale, des contenus (et de leurs utilisations...), ne peut être totalement satisfaisante. Les contours d'un tel objet sont de fait, d'un point de vue linguistique, moins flous que ceux de « l'Internet islamique », mais on voit bien que l'Internet arabe ne saurait se limiter aux seuls sites produits dans cette langue. Certes, la production en langue arabe se densifie, à la fois en termes de points d'émission, de données transmises et même d'audience, surtout depuis que l'essor des techniques permet, au moins depuis le milieu des années 1990, un maniement relativement facile des données présentées dans cette langue. Cependant, outre l'existence de nombreux sites utilisant, pour des motifs de prédication religieuse, la langue du Coran (sans qu'ils soient nécessairement liés au monde arabe), il est manifeste que la communication par le biais de cette nouvelle technique possède également une dimension étrangère (l'anglais principalement, y compris dans les pays d'influence francophone au Maghreb ou au Liban). En conséquence, on ne saurait considérer les sites non arabophones comme des excroissances étrangères, ou comme l'héritage d'une étape technique désormais dépassée, car le phénomène est en réalité beaucoup plus complexe : à l'image de l'Internet islamique, l'Internet arabe utilise volontiers un « environnement multilingue », parce qu'il se donne bien souvent comme but, comme on s'en aperçoit à la lecture des déclarations de nombre de sites, de *communiquer* sa vision du monde au reste de la planète. Bien entendu, cela n'en fait pas un phénomène exogène...

Chercher à se placer sur le terrain des pratiques – par ailleurs mal connu – n'offre guère de perspective non plus, en tout cas pour comprendre la réalité actuelle. En effet, et jusqu'à une période très récente (les toutes dernières années du xx^e siècle sans doute), les acteurs arabes d'Internet se recrutaient largement *en dehors* de la région, dans l'espace marchand de la mondialisation dont ils étaient les animateurs, en tant que producteurs (informaticiens, programmeurs, créateurs et animateurs de sites...) ou bien en tant que consommateurs (élites urbaines économiquement et linguistiquement privilégiées...). À ce titre, ils relevaient en grande part des franges favorisées de la *diaspora*, celles qui s'étaient installées, provisoirement ou non, dans les pays les plus développés, ou encore celles qui étaient en quelque sorte « émigrées » à

l'intérieur de leur propre pays, sur les archipels de la mondialisation économique éparpillés dans les grandes capitales de la région (où, symboliquement, les quartiers « branchés » de Beyrouth et du Caire virent l'ouverture des premiers *cyber coffees* arabes).

Cependant, l'observateur ne peut manquer d'être frappé aujourd'hui par la multiplication d'indices marquant une familiarité toujours plus grande des sociétés arabes avec Internet. Son usage ne se limite plus à quelques cercles restreints de privilégiés mais gagne désormais des secteurs de la population de plus en plus larges, à tel point qu'il est devenu fréquent, y compris pour des travailleurs manuels culturellement « démunis », de joindre leurs familles restées au loin par le biais de la nouvelle technique ; l'espace urbain le plus commun, celui des banlieues déshéritées ou des bourgades les plus reculées, est à présent colonisé par la Toile, à laquelle on accède, faute de disposer d'un équipement personnel, à partir de points de consultation souvent liés aux magasins d'informatique lesquels offrent, au surplus, un espace de rencontre à la jeunesse qui vient en bande s'adonner à sa passion des jeux en réseau. La langue quotidienne révèle la diffusion de nouvelles pratiques à travers la création de termes nouveaux (au Caire et ailleurs, on parle désormais ainsi de *dardasha* pour évoquer le *chat* en ligne, pratiqué par des internautes, notamment féminines, de plus en plus nombreuses)...

Ces signes, dont on pourrait étendre la liste à l'envi, doivent-ils être considérés comme l'expression d'une mode passagère aux effets manifestement superficiels ? Faut-il croire au contraire que la donne est en passe d'être modifiée et que le monde arabe, d'une manière ou d'une autre, fait son entrée dans l'« âge de l'information », selon des modalités qui échappent en partie à l'analyse parce qu'elles ne reproduisent pas nécessairement les schémas éprouvés ?

L'Internet arabe au seuil du nouveau millénaire : essor ou stagnation ?

Il faut bien reconnaître que la situation d'Internet dans le monde arabe est presque unanimement présentée sous un jour négatif à l'extrême. Nombreux sont ainsi ceux qui s'alarment – à l'image des auteurs du Rapport sur le développement humain arabe, récemment publié par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) – du retard qu'accusent les sociétés arabes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Parmi les nombreux indicateurs mis en avant pour justifier les pires craintes quant à la capacité – voire à l'aptitude – des pays de la région à opérer le « nécessaire » passage à la société de l'information, ce rapport, rédigé par des experts locaux, mentionne notamment, dans le domaine propre à Internet, que les taux d'utilisation du réseau des réseaux dans le monde arabe sont 24 fois inférieurs à la moyenne mondiale.

Certains vont même plus loin et affirment, crûment, l'inexistence – pour l'heure tout au moins – d'un Internet arabe. C'est la thèse que défendait par exemple, en février 2002, le responsable de la rubrique Internet du quotidien en ligne « *elaph.com* » en avançant quelques chiffres apparemment sans appel : selon les statistiques réunies sur le Net, la proportion des sites en arabe pouvait être évaluée à 6 ‰ (six pour *mille* !) de l'offre mondiale, contre 4 % de sites en coréen, 3,1 % en italien, 2,5 % en portugais, sans même évoquer la production numérique en anglais, représentant (en 2000) les deux tiers des pages offertes pour « seulement » la moitié des internautes.

Plus parlantes encore (mais tout aussi discutables que les précédentes) sont les statistiques qui portent sur le nombre d'internautes dans le monde arabe. On observe incontestablement depuis quelques années une progression forte et continue puisqu'il n'y avait dans la zone du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord qu'un peu plus de 200 000 utilisateurs d'Internet (en comptant les Israéliens qui plus est) en juillet 1997 alors qu'on en dénombrait (pour les seuls pays arabes cette fois) plus d'1 million deux ans plus tard, et déjà entre 3 et 4 millions au milieu de l'année 2001. À la fin de

l'année 2002, on comptait 8,2 millions d'utilisateurs, et les projections de croissance portent ce chiffre à 25 millions pour l'année 2005. Il reste que cette forte croissance en données brutes masque une réalité moins brillante puisque le taux de pénétration d'Internet est seulement passé de 1,20 % à 2,54 % de la population totale entre mars 2001 et novembre 2002, soit un résultat très largement inférieur à celui des pays industrialisés, et même à celui de la quasi totalité des autres régions du monde.

En dépit de l'accumulation d'indices aussi négatifs, il n'est pas interdit d'espérer que le retard du monde arabe par rapport à Internet soit comblé un jour, et peut-être même plus rapidement qu'on ne le pense. Parmi les arguments qui militent en ce sens figure, en tout premier lieu, l'évolution notable de la position adoptée par les autorités politiques de la région vis-à-vis des TIC d'une manière générale, et d'Internet en particulier. Indéniablement, ces autorités se sont efforcées dans bien des cas d'interdire, ou à tout le moins de contrôler sévèrement, l'accès à la Toile mondiale, le plus souvent sous des prétextes moraux qui dissimulaient à peine des inquiétudes politiques. Mais depuis la chute du régime de Saddam Hussein, il n'est plus un seul pays arabe où la population locale n'ait un accès « raisonnable » à Internet, en terme de droit tout au moins.

Outre son importance en termes économiques et industriels, l'intégration de l'Arabie saoudite au réseau mondial, au début de l'année 1999, a joué un rôle déterminant vis-à-vis de l'essor d'Internet dans la région, précisément en raison des principes religieux et moraux défendus par les autorités du pays. La chasse aux sites indésirables est incessante et coûteuse. Quelque 500 d'entre eux, essentiellement, mais pas uniquement, à caractère sexuel, seraient ainsi quotidiennement fermés à la suite, dans bien des cas, de « dénonciations » d'utilisateurs qui se prémunissent ainsi, après avoir assouvi leur curiosité, des éventuels reproches de l'organisme de contrôle. Pourtant, les taux d'utilisation ne cessent de croître, tout comme se multiplient les mille et une ruses qui permettent de déjouer une censure probablement sans illusions sur ses capacités d'intervention. À l'évidence, une fois ouvertes, les portes d'Internet sont bien difficiles à refermer, comme on a pu s'en rendre compte au printemps dernier (2003) au Koweït où l'on n'a guère observé d'effets concrets aux vigoureuses campagnes de presse menées par les milieux les plus traditionalistes pour obtenir un contrôle plus sévère des cafés Internet accusés de corrompre la jeunesse (établissement de listes précises d'utilisateurs, disposition des écrans pour réduire le plus possible l'intimité de l'internaute, etc.). Sur un plan plus strictement politique, et malgré quelques affaires d'autant plus retentissantes qu'elles paraissent particulièrement anachroniques, il apparaît désormais que les pouvoirs arabes ont choisi de tolérer une assez large liberté d'expression sur le Web, y compris lorsqu'ils continuent à exercer un contrôle rigoureux de l'opinion sur les médias « classiques » (presse et télévision).

Cette ouverture politique est complétée, sur le plan des initiatives officielles, par un nombre impressionnant de mesures visant, dans la quasi-totalité des pays arabes, à encourager la diffusion des TIC. Il s'agit de politiques d'équipement parfois extrêmement ambitieuses et dotées de moyens importants, comme aux Émirats arabes unis (ouverture, en octobre 2000, d'Internet City, mais aussi de Dubaï Media City où Yahoo, entre autres multinationales du secteur des TIC, a installé sa représentation régionale un an plus tard). Mais on doit également citer l'exemple de l'Égypte (programme RITSEC, Egypt's Information Technology Project), ou encore de la Jordanie (programme REACH financé par l'USAID et auquel participent des spécialistes de Microsoft)... Presque toujours, ces politiques sont relayées par des campagnes éducatives, y compris dans des pays aux ressources bien plus modestes, tels que le Yémen ou la Mauritanie où les autorités ont imaginé de lancer des « caravanes Internet » chargées d'initier la population, y compris nomade, à l'utilisation de la nouvelle technique. Même si son initiative est accompagnée de succès divers, l'État manifeste une réelle volonté d'intervention, en relais d'un marché des TIC encore naissant, par la mise en œuvre de vastes chantiers nationaux (aux Émirats, surtout à Dubaï, avec la mise en place d'un e-gouvernement couplé au marché en ligne Tejari, mais aussi en Jordanie ou Qatar, voire au Liban). On notera à cet égard que la jeune génération de dirigeants arabes est manifestement plus

sensibilisée à ces questions que l'ancienne. À titre anecdotique, on rappellera que le président syrien Bachar El-Assad fut d'abord celui de la Syrian Computer Society, ou encore que l'épouse du roi du Maroc Mohamed VI, est une spécialiste des TIC.

Toutefois, le principal frein au développement des TIC dans le monde arabe reste économique. Sur ce terrain également, on observe dans le monde arabe différentes initiatives officielles visant à faciliter l'équipement des populations locales (informatisation des institutions étatiques, à commencer par les écoles ; aides financières à la consultation par la mise en place d'une politique de « gratuité » des communications Internet en Égypte, ou bien encore à l'acquisition de matériel pour les particuliers, souvent par des systèmes d'achat à terme en liaison avec des banques nationales, comme c'est le cas en Syrie, en Égypte, au Liban, en Tunisie, etc.). Au-delà des incitations officielles, aux effets souvent limités, c'est la constitution progressive d'un marché arabe des TIC qui mérite attention, surtout au regard des débuts relativement récents du Net dans la région. Depuis la véritable entrée des pays de la région sur la Toile mondiale vers la fin des années 1990 (même si les premières expériences, au Liban, en Égypte, en Tunisie..., remontent au début de la décennie), la guerre sans merci que se livrait une multitude de sociétés désireuses de s'imposer sur le marché de la fourniture d'accès et de services s'est soldée par une rationalisation progressive de l'offre, désormais captée par un groupe de plus en plus restreint d'acteurs. Au Liban par exemple, mais on observe le même phénomène quasiment partout, on est ainsi passé en l'espace de quelques années d'une vingtaine de fournisseurs de connections à trois ou quatre seulement, au terme de rachats et de fusions, tandis que l'éventail des portails nationaux génériques se refermait considérablement. Nombre d'entre eux ont cessé leurs activités, tandis que d'autres ont été rachetés – Lebanon-online a été ainsi repris par Arabia.online, un des pionniers de l'Internet dans la région, basé à la fois à Amman et à Dubaï –, si bien qu'il n'en reste plus qu'une poignée, au premier rang desquels figurent Yalla.com.lb et Naharnet, le portail du quotidien éponyme.

Certes, on ne peut nier le fait que ces mouvements s'inscrivent dans un contexte de crise, celle qui frappe, à l'échelle mondiale, l'ensemble du secteur des TIC. Il reste qu'ils traduisent aussi une évolution vers la constitution de marchés qui ne se limitent plus étroitement aux frontières de chaque État mais qui tendent au contraire à fédérer les initiatives locales autour de pôles régionaux (les Émirats, l'Égypte, la Jordanie avec le couple libano-syrien pour le Moyen-Orient où demeure l'inconnue du marché irakien). Et il est permis de croire qu'il s'agit en réalité d'une première étape vers la création d'un marché régional de l'Internet arabe, « du Golfe à l'Océan » selon la formule consacrée, à l'image de ce qui s'est d'ores et déjà produit, grâce au développement des TIC, dans les secteurs des médias. Il y eut ainsi l'apparition (ou plutôt la réapparition) des quotidiens panarabes tout d'abord (*Al-Sharq al-Awsat* et *Al-Hayat* à Londres à partir des années 1980), et celle des télévisions satellitaires l'a suivie : MBC, toujours à Londres, dès 1991, puis, entre autres exemples, Al-Jazeera en 1996 à Qatar et Al-Arabiyya, basée à la Dubaï Media City aux Émirats depuis 2003. Cette analyse se confirme lorsque l'on observe la « convergence », sur le marché arabe d'Internet, d'acteurs venus du monde des médias télévisuels (Al-Jazeera) ou écrits (*Al-Nahar*), à la fois régionaux ou internationaux (BBCarabic.com, depuis novembre 1999 ; MSNarabia à la fin de la même année), associés aux multinationales de la communication, représentées ou non par leurs agents locaux. Au cœur du processus de la mondialisation (pour le meilleur et pour le pire), le secteur des TIC arabes, avec naturellement Internet, est logiquement appelé à connaître une croissance spectaculaire, dont témoignent les attentes en termes de revenus publicitaires espérés pour les prochaines années.

En définitive, c'est surtout par rapport à l'importance de son public que se posent les véritables interrogations sur la rapidité du développement d'Internet dans le monde arabe. En effet, l'accès de nombreux consommateurs potentiels demeure limité par les contraintes économiques et éducatives. Même si les coûts de connexion tendent à diminuer, Internet reste un outil de communication relativement cher par rapport aux possibilités des populations locales, d'autant plus qu'il requiert

également un équipement informatique (une situation qui explique d'ailleurs l'extraordinaire développement des « cafés » Internet). Plus grave encore paraît l'obstacle éducatif car le maniement des TIC requiert un minimum de familiarité avec l'outil informatique et plus encore des compétences linguistiques (ne serait-ce qu'en arabe) dont restent privés de très larges secteurs de la population qui, pour 40 % d'entre elle en moyenne, souffrent encore de l'analphabétisme. Malgré cela, on constate, comme on l'a vu, un accroissement du nombre des internautes arabes, et cette progression est d'autant plus spectaculaire, et importante pour l'avenir, qu'elle s'explique en grande partie par la diffusion de la nouvelle technique auprès des couches les plus jeunes des sociétés arabes. Selon une étude souvent citée, 70 % des internautes arabes auraient ainsi entre 20 et 30 ans. Si l'on ajoute à cela le fait que, parmi ces utilisateurs d'Internet, on remarque une importante proportion de femmes (plus du tiers des abonnés aux Émirats par exemple), on peut donc croire, tout en déplorant le retard pris, en l'avenir du média Internet dans le monde arabe.

Vers une appropriation du Net par le monde arabe

Dès lors que l'on retient l'hypothèse d'une existence *virtuelle* ou plus exactement *potentielle*, de l'Internet arabe, se pose la question de l'interprétation d'un tel phénomène... Or, pour répondre utilement à une telle question, il convient en premier lieu de rompre définitivement avec l'« hubris philotechnique » des discours qui adoptent comme postulat initial, consciemment ou non, l'idée que les TIC, telles qu'elles se sont développées durant les dernières décennies du xx^e siècle, ont provoqué une rupture radicale (naturellement positive), au point qu'il devient possible de parler de l'entrée dans une nouvelle ère, dans un nouvel « âge de l'information ».

À rebours de cette conception, les travaux d'Armand Mattelard, notamment, ont mis en évidence les origines historiques de la « communication monde ». Bien loin de se limiter aux récentes découvertes, les racines de la « société mondiale de l'information » plongent au cœur du xix^e siècle, et les développements actuels sont en réalité inscrits dans les progrès de la technique, en particulier dans le domaine des communications, dès l'âge industriel. Pour ce qui est des TIC dans le monde arabe et, partant, d'Internet, cette nécessaire mise en perspective d'ensemble doit s'accompagner, en outre, d'une prise en compte de la particularité du contexte régional. La « révolution » de l'information dans le monde arabe, qui suscite tant de commentaires et d'interrogations, succède – si l'on doit retenir l'hypothèse de sa « réalité » – à une autre « révolution silencieuse » passée, elle, assez largement inaperçue. Cette révolution, c'est celle de la massification des pratiques assurant la transmission culturelle (éducation et production de biens culturels notamment). Car les usages actuels des TIC ne peuvent être compris s'ils ne sont replacés dans leur économie propre, caractérisée par ce que l'on peut considérer, cette fois-ci à juste titre nous semble-t-il, comme une véritable rupture dans le domaine symbolique. Pour être interprétés correctement, les effets associés à l'usage des dispositifs techniques actuels, parmi lesquels Internet occupe une place considérable, doivent être intégrés à un cadre d'analyse qui tient compte des modalités présentes de production et de partage du sens. Or, celles-ci ont été profondément modifiées par le développement, vers le milieu du siècle dernier d'abord, des systèmes éducatifs nationaux, puis, un quart de siècle plus tard, par celui des industries culturelles de masse : médias, édition, et plus largement industries des loisirs et de la consommation. L'éventuel impact, social et politique, des TIC et tout particulièrement d'Internet prend par conséquent tout son sens lorsqu'on l'inscrit dans un processus plus ancien, et qui touche des catégories bien plus vastes de la population du monde arabe, celui d'une individuation croissante.

Parallèlement, la « révolution Internet » – si elle a bien lieu – ne saurait être le résultat d'une solution technique, en l'occurrence la mise au point, il y a quelques années seulement, d'un logiciel de navigation – Explorer 5 – capable de résoudre les problèmes de visualisation des textes en arabe. Les éventuels effets d'Internet se comprennent sur fond d'une histoire technique plus longue, et qui

ne se limite pas à ce seul support de diffusion, celle de la numérisation des caractères propres à cette langue. Dans le contexte propre à la langue arabe (et à la région arabe), les effets de sens provoqués par les développements techniques doivent être compris par rapport à un « amont », si l'on veut retrouver les cheminements qui ont conduit à la situation actuelle, mais aussi par rapport à un « aval », si l'on veut comprendre les logiques actuelles de « convergence » entre des médias qui utilisent tous des données numériques interchangeables. De ce seul point de vue, l'« éclosion » relativement brutale et tardive du phénomène Internet dans les pays arabes constitue en réalité l'aboutissement d'un processus qui trouve son origine dans les premières tentatives de numérisation de l'arabe suscitées – vers le milieu des années 1980 – par le développement de la publication assistée par ordinateur. L'histoire sociale d'Internet comprend donc un volet technique qui empêche d'isoler totalement ce support dans sa prétendue unicité et incite tout au contraire à l'intégrer au *continuum* des transformations des modes de stockage et de transmission des données.

Une fois retenues ces différentes règles, qui permettent de dessiner la toile de fond des phénomènes qui intéressent l'essor, tout juste perceptible, d'Internet dans le monde arabe, voit-on se dégager des mouvements d'ensemble, des tendances déjà affirmées ? Malgré la brièveté de l'expérience dans la région, l'appropriation en définitive assez rapide d'Internet constitue à l'évidence un phénomène aussi manifeste que marquant. Il prend notamment la forme d'une circulation physique des personnes et des techniques, que l'on peut observer, malgré le faible recul dont on dispose aujourd'hui, à travers les migrations des spécialistes des TIC. Les premiers informaticiens arabes vivaient dans les pays les plus industrialisés où ils lancèrent les premières expériences d'arabisation du Net ; une nouvelle génération a pris la suite, celles de professionnels formés dans l'ensemble des pays arabes et qui, pour les meilleurs d'entre eux, trouvent à s'employer sur les marchés du travail les plus lucratifs, en particulier dans le Golfe ; parallèlement, pour nombre de jeunes spécialistes des TIC, éduqués et même souvent nés à l'extérieur du monde arabe, le secteur d'Internet offre l'occasion de tenter l'expérience d'un retour au pays d'origine de leur famille.

Au-delà de la circulation des individus, le mouvement qui se dessine est également celui d'une certaine appropriation des techniques. L'histoire récente de l'Internet arabe met en lumière une adaptation (peut-être superficielle) des interfaces, des graphismes qui tendent peu à peu à s'éloigner des modèles occidentaux dont ils n'offraient, au début, que la copie fidèle. Du point de vue esthétique, l'arabisation des sites arabes n'est pas restée insensible à l'influence des infographistes du monde musulman, notamment iraniens. Sur un autre plan encore, le mouvement qui conduit Internet de l'extérieur à l'intérieur des sociétés arabes se note dans les pratiques : par les lieux qu'il occupe, qui ne sont plus seulement limités aux seules zones cosmopolites des capitales ; par les milieux où il se répand, qui ne se réduisent pas aux franges occidentalises de la population ; par les services qu'il offre, qui permettent une utilisation répondant aux préoccupations réelles (y compris lorsqu'elles paraissent futiles) des internautes. Dans les salons de discussions où l'on s'exprime à loisir sur les questions sexuelles, politiques et religieuses, Internet perd progressivement une certaine *aura* de distinction, héritée de son origine étrangère. Son caractère élitiste (au moins lié à la langue de communication de ses débuts dans le monde arabe, l'anglais, et à ses coûts) s'estompe et il gagne, sinon en « authenticité », à tout le moins en caractère local.

Mais pour juger d'une éventuelle évolution générale de l'outil Internet vers une plus forte « arabité », résultant de son mode d'instrumentalisation, il convient de se tourner davantage encore vers les contenus véhiculés sur les sites de la région, à la fois par leurs créateurs et promoteurs mais aussi par leurs utilisateurs qui, à travers leurs navigations, plébiscitent telle ou telle proposition à laquelle ils ajoutent, le cas échéant, leur propre contribution grâce à l'interactivité du réseau. Or, sur ce terrain précis, la nature fluide et volatile du support rend l'évaluation difficile et la cartographie de l'Internet arabe demeure presque entièrement à construire. Comme on l'a déjà signalé, l'arabisation progressive des contenus, à laquelle se sont rangés les grands fournisseurs de l'information globale (Yahoo, MSN...), permet de dégager une tendance générale que paraissent

confirmer les grandes variations thématiques, au fil des ans, du réseau des réseaux dans sa dimension arabe. Ainsi, à l'image de ce que l'on peut observer probablement partout ailleurs, deux familles d'acteurs ont puissamment contribué à l'ouverture du monde arabe aux TIC : d'une part, les entreprises du secteur de l'information qui, très tôt, ont fait leur entrée sur le Net ; de l'autre, celles du secteur financier et plus largement économique, dont la présence paraît si naturelle qu'elle en devient presque invisible. Les besoins de l'institution bancaire par exemple ont clairement incité, notamment dans les sociétés du Golfe, à accélérer l'ouverture à Internet, tout comme elles continuent de le faire aujourd'hui pour un pays tel que la Syrie. Par la suite, avec certains décalages temporels en fonction des priorités et des moyens propres aux différents pays de la région (l'Égypte ayant joué un rôle pionnier dans un domaine où les Émirats se singularisent désormais par l'importance des efforts consentis), le relais a été en grande part assuré par le secteur des administrations locales.

En revanche, nombre d'observateurs, comme on l'a signalé précédemment, s'accordent sur un même constat, celui de la faible visibilité sur l'Internet arabe des initiatives en provenance de la société civile, ou même seulement des individus susceptibles de créer, grâce aux TIC, un nouvel espace d'expression et de négociation politique. Sans doute, le réseau des réseaux a-t-il permis l'ouverture de sites parlant au nom de très nombreuses organisations politiques, et plus largement citoyennes, privées dans plus d'un cas de liberté d'expression dans leur société d'origine avant Internet. Mais au-delà de l'« extension du domaine de la lutte » au monde numérique, y compris dans les formes qui revendiquent l'usage de la violence, notamment dans le cas des organisations dites « islamistes », l'incontestable ouverture que permet le nouveau support au regard du contrôle et de la censure « ordinaires » dans la région n'a guère favorisé, jusqu'à présent tout au moins, des prises de parole véritablement inédites, et cela malgré un coût d'entrée très faible sur le réseau. Les forums ouverts par les portails du monde arabe, par les médias en ligne ou encore par les autres espaces d'expression qui ont été malgré tout créés (cercles d'intérêts locaux, confessionnels, professionnels, intellectuels qui se donnent essentiellement pour tâche d'assurer la circulation d'une autre information que celle des médias officiels ou institutionnels...) ne sont guère fréquentés que par une petite communauté de fidèles, et la teneur des propos échangés ne s'écarte pas dans la plupart des cas, y compris en l'absence de *monitoring* des sites concernés, des préoccupations les plus banales de la vie quotidienne et personnelle.

Cette appréciation, synonyme jusqu'à un certain point d'un jugement négatif sur le degré d'acculturation à Internet des populations arabes, tient aux circonstances généralement mises en avant pour « justifier » le retard des sociétés de la région à entrer dans la « société de l'information ». La méfiance des régimes, les lacunes des systèmes éducatifs, les faiblesses de l'économie, les entraves techniques, tant sur le plan du *software* que sur celui du *hardware*... permettent assez de comprendre que la croissance d'Internet n'a pas encore atteint le seuil à partir duquel peut s'enclencher une série de mutations sociales et éventuellement politiques. On peut également arguer de l'absence de connaissance réelle de ce qui s'échange de fait à travers les flux numériques : réseau Internet mais aussi, en définitive, téléphonique car la diffusion de courriers SMS s'inscrit dans la même logique. De fait, lorsque l'on sait que près de six millions de messages de ce type (Internet et communications téléphoniques) ont été échangés, en août 2003, lors d'une compétition télévisuelle entre des chanteurs venus de différents pays de la région (le programme Superstar, diffusé sur la chaîne *Al-Mustaqbal* que possède le Premier ministre libanais Rafic Hariri), on mesure l'importance – financière, déjà, puisque les échanges ont dégagé un bénéfice de 4 millions de dollars... – d'un phénomène doté, pour nombre de commentateurs, d'une dimension clairement politique (ne serait-ce que parce que la finale opposait une candidate syrienne à une rivale jordanienne).

Peut-être faudrait-il également avancer l'hypothèse que l'appropriation d'Internet prend, dans le monde arabe, des formes particulières. De ce point de vue, la prolifération assez manifeste des sites

religieux, et en premier lieu musulmans, correspond peut-être à une manifestation endogène des pratiques d'Internet dans le monde arabe. Certes, l'outil Internet est particulièrement adapté aux modes de communication propres à la prédication religieuse, et les multiples canaux de l'islam officiel ou contestataire, majoritaire ou marginal, ont su parfaitement s'en saisir (ce qui, au demeurant, offre un argument supplémentaire à ceux qui pensent que la situation d'Internet dans le monde arabe relève bien de l'historique, résultat de circonstances particulières, et non de l'ontologique). Cependant, on peut également supposer que l'importance quantitative de l'islam sur la scène Internet n'est que la reproduction des formes de la contestation politique actuelle dans le monde arabe, formes dont on se contentera de dire qu'elles délaissent assez largement les voies de l'expression politique prétendument classique (en d'autres termes relevant de la tradition européenne...) pour emprunter plus volontiers celles du vocabulaire religieux sur fond d'affirmation identitaire...

Démocratisation numérique ou démocratisation du numérique ?

À défaut d'une véritable entrée des sociétés arabes dans la société de l'information, ce qui demeure toutefois c'est bien la question de l'entrée des TIC et d'Internet dans les sociétés arabes. Le bilan que l'on peut dresser aujourd'hui ouvre-t-il la voie à une plus grande démocratisation par le jeu des effets sociaux accompagnant l'essor des techniques numériques dans la région ? Faut-il croire, plus modestement, à une (utile) démocratisation de l'accès aux TIC ?

L'expérience des « nouveaux médias » que furent, en leur temps, la radio, la télévision ainsi que les multiples supports de la communication moderne (cassettes, fax, cd-roms) incite certainement à faire preuve de la plus grande méfiance vis-à-vis des prophéties optimistes sur le rôle libérateur des médias de masse. Très en vogue durant les années 1960, la sociologie développementaliste d'un Daniel Lerner par exemple pour ce qui est du monde arabe, n'entraîne plus aussi facilement l'adhésion. Malgré les mises en garde, on continue pourtant avec une certaine obstination à reproduire ce modèle, aussi bien lorsqu'il s'agit d'appréhender l'essor des télévisions satellitaires que celui d'Internet. Toutefois, outre la question, assez indécidable, de l'impact réel d'une information plus diversifiée et plus libre sur les régimes politiques en place, il conviendrait également d'en savoir davantage sur la spécificité, dans ce domaine précis, de l'outil Internet.

Au prix d'un détour par l'histoire, on peut néanmoins se risquer à proposer, non pas une réponse, mais une hypothèse susceptible d'orienter utilement les interrogations. Le principal « impact » du développement des communications (et non pas des seuls médias) dans le monde arabe, tout au long du xx^e siècle, se joue sans doute autour de la question de l'élaboration de nouvelles formules politiques, en liaison avec la constitution de nouvelles représentations des appartenances identitaires. Poursuivant la proposition de Benedict Anderson sur le rôle joué par l'imprimé (journaux et productions littéraires) dans la constitution des idéologies nationales, Dale Eickelman et Jon Anderson suggèrent de prolonger l'analyse en tablant sur la constitution de « communautés imaginées » virtuelles autour des multiples réseaux offerts par la banalisation des TIC.

Leurs analyses, toutefois, souffrent à nos yeux de ne pas tenir suffisamment compte d'un élément pourtant central dans la problématique propre à la définition politique du monde arabe : sa fluctuation constante, à l'œuvre dès les débuts de sa « modernisation », entre deux références identitaires, l'arabe et l'islamique. Significativement, l'anthropologie politique américaine contemporaine (et plus largement le discours scientifique, pour ne rien dire des médias) parle désormais davantage de monde musulman (*Muslim world*) que de monde arabe. Or, un tel choix, dont on perçoit les incidences à l'heure des ratiocinations sur le « choc des civilisations », fait l'impasse sur les traductions politiques que prendront, à travers la diffusion des TIC, les marques identitaires tirées du passé. De fait, plus d'un argument milite en faveur d'une polarisation autour du référent musulman, à commencer par la déterritorialisation que permet (que suscite ?) un réseau

de communication tel qu'Internet. Toutefois, à voir l'énergie avec laquelle la diffusion sur les médias de la parole arabe est combattue, c'est peut-être aller vite en besogne que de considérer ainsi la disparition, ou même seulement la marginalisation, du référent culturel arabe.

S'il est à l'évidence prématuré, et même tout simplement déraisonnable, de tableer sur une « démocratisation » de la région par le numérique, il est incontestable que l'on assiste à une démocratisation de l'accès à Internet dans le monde arabe. Cet essor des TIC, et notamment d'Internet, induit, sans aucun doute, des phénomènes sociaux, et même « sociétaux », dont on distingue à peine les contours, et qu'il serait assez vain de prétendre interpréter à ce stade. À la lumière de ce qui vient d'être avancé, on ne peut cependant que rappeler la nécessité d'une lecture historique capable de replacer les évolutions en cours dans leur véritable perspective : celle des interactions complexes entre mutations techniques et politiques qui génèrent, depuis bientôt deux siècles, les formes de représentations – dans l'imaginaire et dans la réalité politique – des sociétés arabes.

Résumé :

En dépit des cris d'alarme, nombre de signes manifestent l'entrée, désormais irréversible, des États arabes dans la « société de l'information ». Pour autant, il est à l'évidence prématuré, et même tout simplement déraisonnable, de tableer sur une « démocratisation » de la région par le numérique. En revanche, la démocratisation de l'accès à Internet dans le monde arabe induit des phénomènes sociaux, et même « sociétaux », dont on distingue à peine les contours, et qu'il serait assez vain de prétendre interpréter à ce stade. À la lumière de ce qui vient d'être avancé, on ne peut cependant que rappeler la nécessité d'une lecture historique capable de replacer les évolutions en cours dans leur véritable perspective : celle des interactions complexes entre mutations techniques et politiques qui génèrent, depuis bientôt deux siècles, les formes de représentations – dans l'imaginaire et dans la réalité politique – des sociétés arabes.

Even if the Arab States have entered in the "information society", it remains obviously premature, and even simply unreasonable to expect a "democratization" of the region by digital technology. However, the democratization of access to the Internet in the Arab world has developed social phenomena, and even "societal" that it would be quite impossible to interpret at this stage. One can not but recall the need for historical reading in order to replace the current developments in their proper perspective: that of the complex interactions between technological change and policies that generate, since nearly two centuries, the forms of representation, in the imagination and the political reality, of Arab societies.